

# Les réfugiés et migrants voyageant avec des enfants dans les centres urbains d'Afrique de l'Ouest et du Nord : conditions et besoins

## Introduction

Ce snapshot vise à fournir des informations sur les réfugiés et les migrants voyageant avec des enfants (ou « accompagnants ») en Afrique de l'Ouest et du Nord, y compris les risques, les besoins et l'accès aux revenus. Cet aperçu est le deuxième d'une série visant à informer la programmation pour améliorer la protection et l'accès au travail et à l'éducation pour les jeunes dans la région, y compris dans les centres urbains. Ces efforts constituent la phase 1 du projet *Enfants et jeunes sur les routes migratoires en Afrique de l'Ouest et du Nord (EJM)*.

## Principales conclusions

- **Plus de quatre répondants sur cinq (83%) ont déclaré avoir une source d'argent au moment de l'entretien**, avec peu de différence entre les femmes (84%) et les hommes (82%). Pour la majorité de ces accompagnants, les revenus provenaient d'un travail rémunéré, 8% seulement citant l'argent envoyé par la famille et 3% la mendicité.
- **La plupart des accompagnants qui déclarent travailler sont soit des travailleurs indépendants (37%), soit des travailleurs occasionnels (35%)**. Presque la même proportion d'hommes (37%) et de femmes (36%) ont déclaré être indépendants.
- **Plus de la moitié (57%) des accompagnants ont déclaré que les enfants de moins de 18 ans dont ils avaient la charge ne bénéficiaient d'aucun service éducatif** au moment de l'entretien, principalement en raison d'un manque de ressources financières.
- Les accompagnants ont déclaré avoir besoin d'une **aide éducative** (27 %) pour les enfants dont ils s'occupent, ainsi que d'une **aide de base telle que de la nourriture** (23 %), ce qui suggère que les programmes devraient viser à fournir plusieurs types de services.
- **Les filles sont plus généralement considérées comme exposées à des risques que les garçons. La violence non physique**, telle que la discrimination, les insultes et le harcèlement, est apparue comme le principal risque perçu par les filles et les garçons de moins de 18 ans, en particulier dans le Grand Tunis.

## Profil

Ce snapshot est basé sur 1 053 enquêtes menées auprès de réfugiés et de migrants voyageant avec au moins un enfant de moins de 18 ans à leur charge dans les capitales du Mali, du Niger, de la Guinée et de la Tunisie entre juin 2022 et mars 2023.

## Relation avec les enfants<sup>1</sup>

Près de quatre répondants sur cinq (79 %) étaient des parents voyageant avec leurs propres enfants, 10 % étaient des oncles/tantes, 8 % des frères et sœurs, et 4 % et 3 % des amis de la famille ou des tuteurs légaux. La plupart des personnes s'occupant d'enfants (57 %) voyageaient avec un seul enfant, tandis que près d'un tiers (30 %) s'occupaient de deux enfants et 14 % de trois à cinq enfants. L'âge des enfants était également réparti, avec un peu plus d'enfants plus jeunes (moins de quatre ans). Près de la moitié (45 %) des accompagnants s'occupaient d'au moins un enfant de moins de quatre ans, tandis que 41 % s'occupaient d'enfants âgés de cinq à neuf ans et 30 % d'enfants âgés de 10 à 14 ans. Dix-neuf pour cent avaient des enfants âgés de 15 à 17 ans. Plus de femmes (57 %) que d'hommes (32 %) ont déclaré voyager avec de jeunes enfants (de 0 à 4 ans), tandis que plus d'hommes (66 %) que de femmes (35 %) ont déclaré voyager avec des enfants âgés de 10 à 17 ans.

## Voyage et nationalités

Plus des quatre cinquièmes (82%) des répondants n'avaient pas encore atteint la fin de leur voyage au moment de l'entretien, une proportion légèrement plus élevée d'hommes (86%) que de femmes (78%) ayant l'intention de poursuivre leur voyage. 98% des personnes interrogées sont originaires d'Afrique de l'Ouest ou d'Afrique centrale. Les nationalités les plus courantes des répondants à **Niamey** (n=331) étaient le Bénin (18%), le Togo (14%), le Nigeria (12%), le Libéria (10%) et le Burkina Faso (9%). Les principales nationalités des personnes interrogées à **Bamako** (n=315) sont le Togo (23%), la Côte d'Ivoire (14%), la Guinée (10%), le Sénégal (10%) et le Bénin (9%). Les principales nationalités des personnes interrogées dans le **Grand Tunis** (n=248) sont

1 Les accompagnants comprennent les parents et les membres de la famille, ainsi que d'autres types de relations, telles que le tuteur légal, les amis de la famille et les personnes de la même communauté dans le pays de départ.

la Côte d'Ivoire (22%), le Mali (15%), le Cameroun (14%), la Guinée (12%) et le Nigeria (8%). Les principales nationalités des personnes interrogées à **Conakry** (n=159) sont la Sierra Leone (26%), le Mali (21%), la Côte d'Ivoire (15%), la Guinée Bissau (8%) et le Sénégal (8%).

**Tableau 1. Profils des répondants par ville d'entretien**

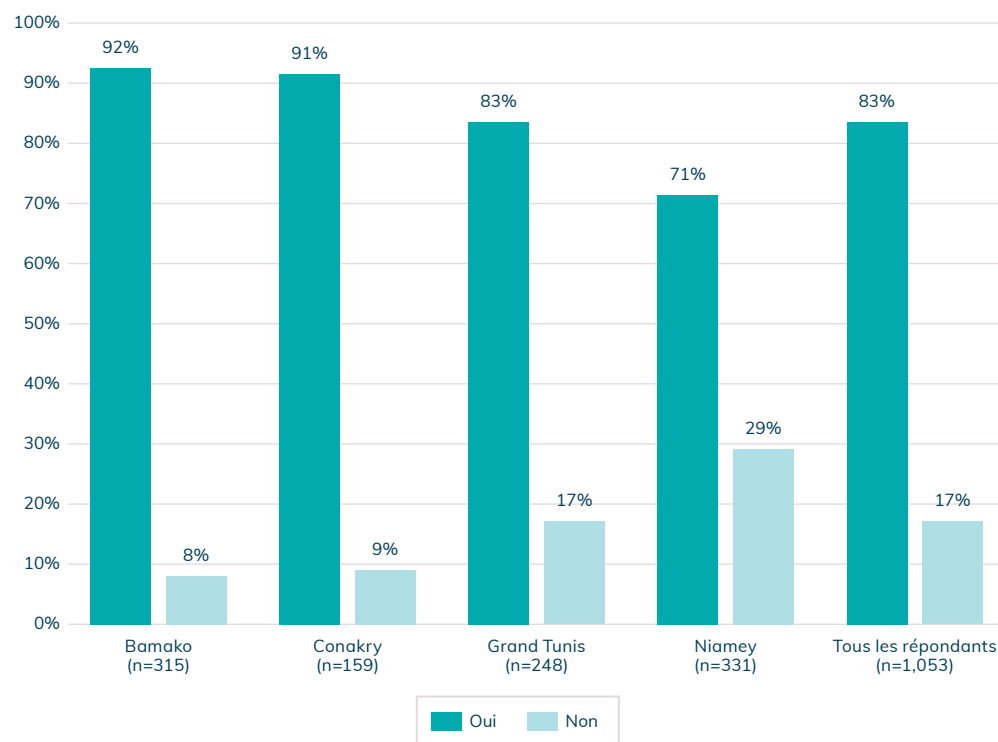
Ville de l'entretien	Niamey	Bamako	Grand Tunis	Conakry
<b>Total (n=1053)</b>	331	315	248	159
<b>Le sexe</b>				
<b>Femmes</b>	41%	65%	55%	38%
<b>Hommes</b>	59%	35%	45%	62%
<b>L'âge</b>				
<b>18-24</b>	1%	1%	4%	13%
<b>25-34</b>	64%	46%	73%	46%
<b>35-54</b>	35%	52%	23%	37%
<b>55+</b>	0%	1%	0%	4%
<b>Seul accompagnant ?</b>				
<b>Oui</b>	80%	52%	35%	52%
<b>Non</b>	20%	48%	65%	48%
<b>Avez-vous atteint la fin de votre voyage ?</b>				
<b>Oui</b>	20%	0%	2%	37%
<b>Non</b>	80%	95%	94%	40%
<b>Je ne sais pas</b>	0%	5%	4%	23%

## La plupart des accompagnants sont employés ; beaucoup sont indépendants ou dépendent d'un travail occasionnel

La plupart des accompagnants (83%) dans les quatre capitales avaient une source de revenus au moment de l'entretien (voir Figure 1). Pour ces accompagnants, le travail indépendant et le

travail occasionnel étaient les moyens les plus souvent cités pour gagner de l'argent, par 37 % et 35 % des accompagnants respectivement, suivis par l'emploi rémunéré régulier (26 %).

**Figure 1. Avez-vous actuellement une source d'argent ?**



Les hommes et les femmes ont déclaré une source de revenus dans des proportions similaires : 84% des femmes et 82% des hommes, et de manière similaire, bien que les femmes semblent plus souvent avoir un emploi régulier (28% contre 22%) ou recevoir de l'argent de la famille et des amis (11% contre 5%), et que les hommes aient un emploi moins stable (40% ont un emploi occasionnel contre 30% pour les femmes).

Le type d'emploi varie selon les villes. Parmi les personnes interrogées qui ont déclaré avoir une source d'argent, le travail occasionnel a été déclaré par davantage de personnes interrogées au Grand Tunis (63%), à Niamey (46%), et à Conakry (30%) qu'à Bamako (9%). En revanche, 58% des personnes interrogées ayant une source de revenus à Bamako ont déclaré avoir un emploi rémunéré régulier, contre 15% à Niamey, 2% dans le Grand Tunis et 10% à Conakry.

Les accompagnants des quatre villes ont déclaré travailler à leur compte dans des proportions relativement similaires : 43% à Niamey, 37% à Conakry, 36% à Bamako et 31% au Grand

Tunis. Bien que ce type de travail puisse offrir une certaine flexibilité, en particulier pour les personnes qui sont en mesure de soutenir leur travail en ligne<sup>2</sup>, il peut également résulter d'une nécessité due à des obstacles à un emploi rémunéré régulier.

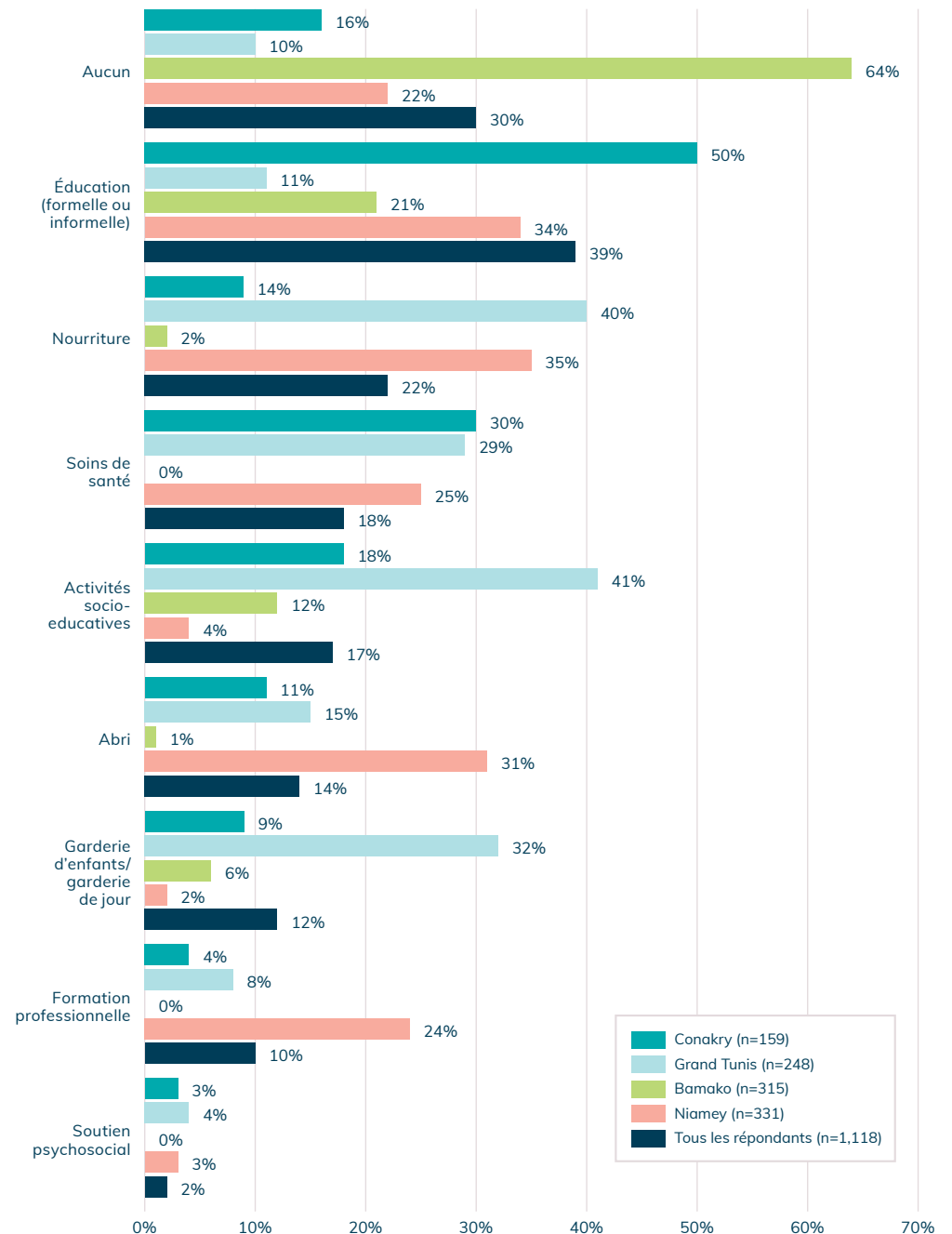
## L'éducation et l'alimentation sont les principaux besoins des enfants, avec des variations selon les villes

Les répondants ont cité l'éducation (27%) et la nourriture (23%) comme les besoins les plus importants pour les enfants dont ils s'occupent, avec des variations significatives selon les villes (voir figure 2). Les accompagnants accordent donc une grande importance à l'éducation et à la formation, parallèlement à la nourriture, ce qui suggère la nécessité d'une programmation multidimensionnelle pour répondre à cet éventail de besoins.

Les activités socio-éducatives (telles que les jeux, le contact avec d'autres enfants et d'autres activités d'apprentissage qui peuvent avoir lieu en dehors d'une salle de classe) ont été le premier besoin cité par les accompagnants dans le Grand Tunis, avec 41%, bien que la nourriture ait également été mentionnée par 40% des personnes interrogées dans la ville. Les besoins en matière d'éducation formelle ou informelle étaient les plus fréquents parmi les répondants de Conakry (50%) et de Niamey (34%) et de 35% des personnes interrogées à Niamey ont également déclaré avoir besoin de nourriture. A Niamey, une proportion relativement importante d'accompagnants a déclaré avoir besoin d'une formation professionnelle (24%, contre moins de 10% ailleurs). Cela peut s'expliquer par le fait que la majorité des personnes s'occupant d'enfants à Niamey ont des enfants plus âgés (82% ont des enfants âgés de 10 à 17 ans). L'éducation était également le premier besoin cité par les personnes s'occupant d'enfants à Bamako (21%), bien que 64% des personnes interrogées à Bamako aient déclaré que les enfants dont elles s'occupaient avaient tous leurs besoins satisfaits.

Le besoin de nourriture à Tunis peut s'expliquer par les récentes pénuries d'aliments de base tels que le lait, le riz et la farine, qui persistent dans tout le pays depuis 2022 et rendent de nombreuses denrées alimentaires essentielles soit indisponibles, soit beaucoup plus chères. À Niamey, la nourriture et le logement - ce dernier étant également cité beaucoup plus souvent que dans les autres villes, par 31 % des accompagnants de la ville - sont des besoins constants signalés par les réfugiés et les migrants. Ceci est dû au manque d'abris et de structures d'accueil dans la ville, sur lesquels les migrants comptent souvent pour répondre à ces besoins.

Figure 2. Besoins des enfants par ville d'entretien



2 Les recherches du MMC sur l'utilisation des médias sociaux par les réfugiés et les migrants ont démontré que certaines personnes en déplacement utilisent les médias sociaux comme moyen de subsistance, par exemple en annonçant les services d'un salon de coiffure à des clients potentiels.

## Moins de la moitié des accompagnants déclarent avoir accès à l'éducation pour les enfants dont ils s'occupent

Plus de la moitié (57%) des accompagnants interrogés ont déclaré que les enfants dont ils s'occupent n'ont accès à aucun type de services éducatifs. A Niamey, 77% ont déclaré que les enfants dont ils s'occupent n'ont accès à aucun type de services éducatifs, contre 43% à Bamako, 53% dans le Grand Tunis et 48% à Conakry.

Le manque de ressources financières a été cité par 41% des personnes s'occupant d'enfants comme la raison principale pour laquelle leurs enfants n'étaient pas inscrits à l'école, tandis que 28% ont déclaré qu'ils ne voulaient pas que les enfants accèdent à ces services et 24% ont déclaré que la durée de leur séjour dans le lieu de l'entretien était trop courte. Cette constatation est conforme au besoin global d'argent cité par les accompagnants en réponse à la question sur leurs besoins actuels au moment de l'entretien. Les séjours de courte durée sont particulièrement significatifs pour les personnes s'occupant d'enfants à Niamey, où 30% d'entre elles ont cité cette raison pour expliquer que les enfants dont elles s'occupent n'accèdent pas à l'éducation, ainsi qu'à Conakry (citée par 36% des personnes s'occupant d'enfants dans cette ville). Malgré ce constat, les répondants de ces villes citent plus fréquemment le besoin d'éducation que ceux des autres villes (Figure 2). Avec un tiers des personnes interrogées qui ne souhaitent pas que leurs enfants aient accès aux services, ces résultats indiquent que les services d'éducation ne répondent pas aux besoins des personnes en transit, ce qui mérite d'être approfondi.

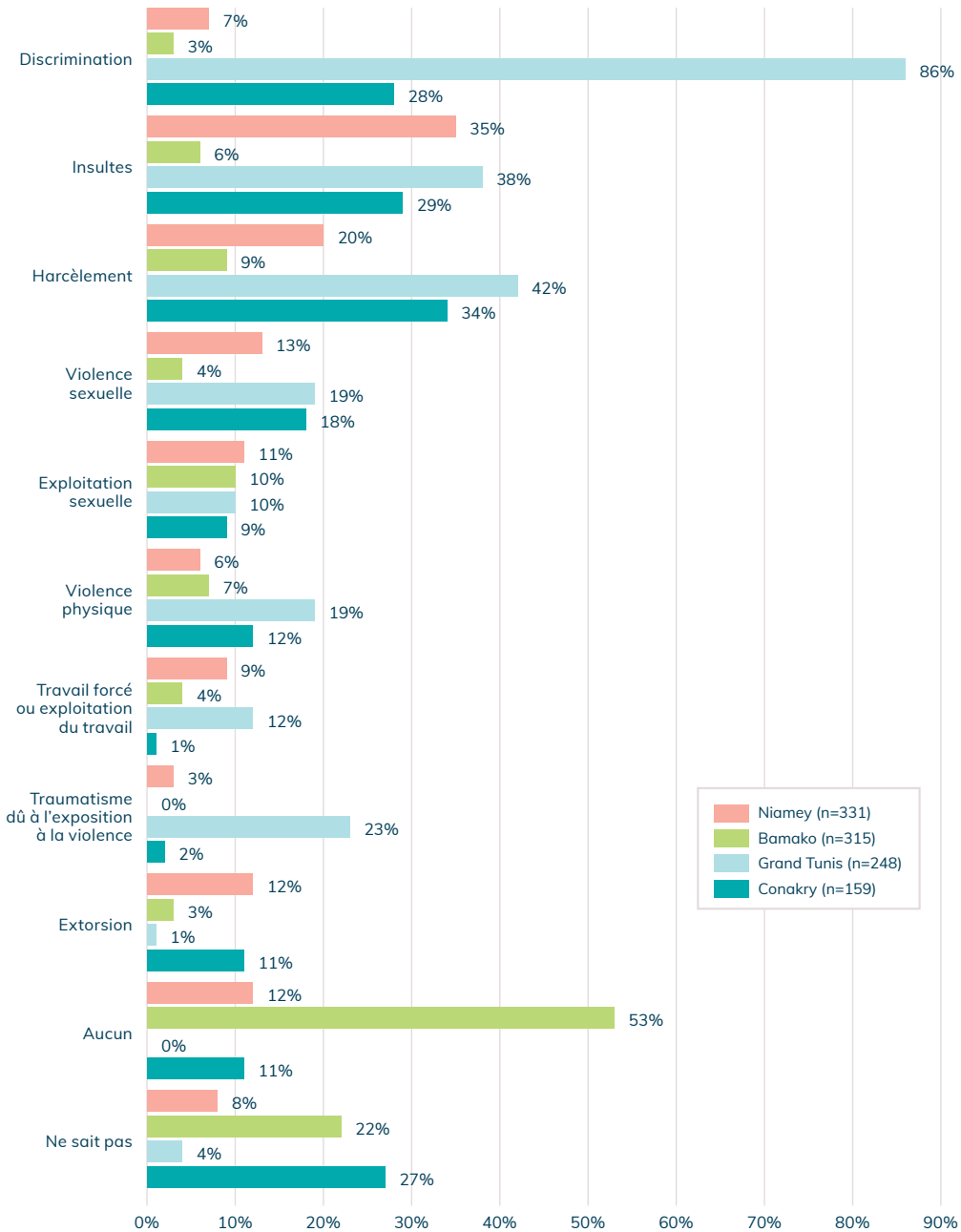
## La violence non physique est considérée comme le principal risque de protection pour les filles et les garçons

55% des femmes et 62% des hommes déclarent que les enfants sont très fortement ou fortement exposés aux risques d'abus ou de violence. Seuls 6% des accompagnants déclarent que les enfants ne sont que faiblement exposés aux risques, tandis que 33% citent une exposition légère à modérée. À Bamako, cependant, une majorité considère que les garçons et les filles ne sont exposés à aucun risque. Cela peut être lié au fait que la majorité des accompagnants à Bamako déclarent également que les besoins des enfants dont ils ont la charge sont satisfaits, ce qui pourrait réduire la vulnérabilité au risque.

Les accompagnants ont le plus souvent signalé le risque de violence non physique, comme la discrimination, les insultes et le harcèlement (voir les figures 3 et 4). Le harcèlement concerne davantage les filles (24 %) que les garçons (8 %). Un plus grand nombre d'accompagnants enquêtés à Tunis a signalé la discrimination comme un risque comparé à ceux dans les villes d'Afrique de l'Ouest. Cette constatation peut s'expliquer par la dynamique ethnique de la migration de l'Afrique de l'Ouest et centrale vers l'Afrique du Nord, où les incidents racistes et xénophobes à l'encontre des réfugiés et des migrants d'Afrique subsaharienne sont plus fréquemment cités.

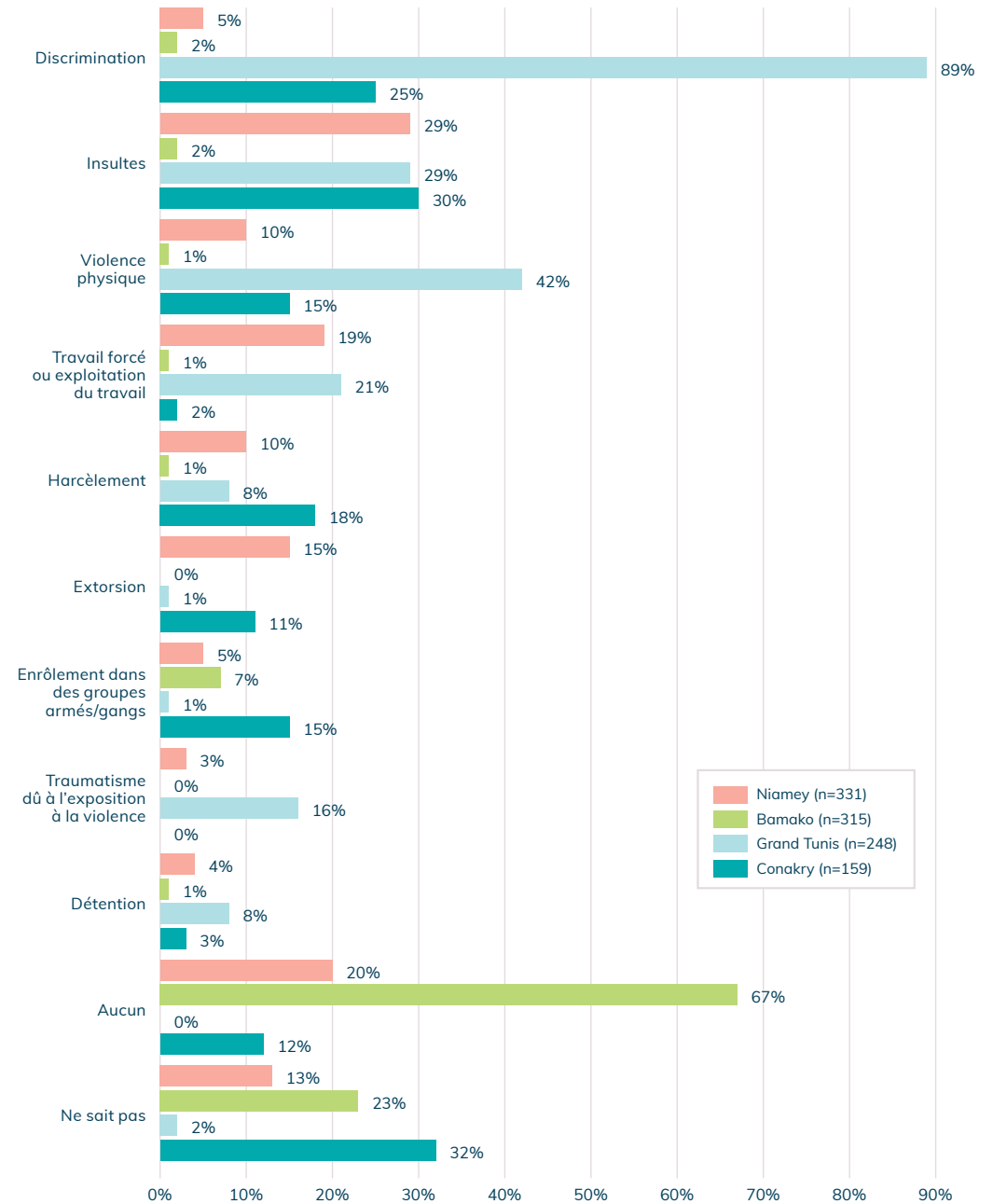
Les risques principaux pour les filles cités par les accompagnants sont la discrimination (28%), les insultes (26%) et le harcèlement (24%). Cependant, les risques principaux pour les garçons sont la discrimination (32%) ; les insultes (22%) et la violence physique (21%). Des proportions similaires des accompagnants ont cité aucun risque pour les filles (24%) et les garçons (28%).

**Figure 3. Risques pour les filles par ville d'entretien<sup>3</sup>**



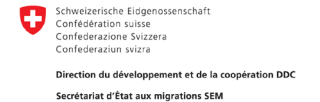
3 Le graphe montre les réponses les plus citées dans les données. Pour les filles, les autres risques cités par les répondants sont l'enrôlement dans des groupes armés/gangs (2% ou 21 répondants), détention (2% ou 19 répondants), le mariage forcé (1% ou 11 répondants), et l'enlèvement/kidnapping (1% ou 6 répondants).

**Figure 4. Risques pour les garçons par ville d'entretien<sup>4</sup>**



4 Le graphe montre les réponses les plus citées dans les données. Pour les garçons, les autres risques cités par les répondants sont l'enlèvement/kidnapping (1% ou 14 répondants), violence sexuelle (1% ou 8 répondants), et exploitation sexuelle (0% ou 3 répondants) et mariage forcé (0% ou 1 répondant).

MMC est membre du consortium élargi du projet EJM et a produit ce snapshot en collaboration avec HELVETAS Swiss Intercooperation, la Fondation Terre des Hommes et la GIZ.



## 4Mi data collection

Le [4Mi](#) est le système phare de collecte de données primaires du Centre sur la migration mixte (MMC), une approche innovante qui aide à combler les lacunes en matière de connaissances et à informer les politiques et les réponses concernant la nature des mouvements de migration mixte et les risques de protection des réfugiés et des migrants en déplacement. Les enquêteurs 4Mi sur le terrain recueillent actuellement des données par le biais d'entretiens directs avec des réfugiés et des migrants en Afrique de l'Ouest et du Nord, en Afrique de l'Est et au Yémen, en Asie, en Amérique latine et en Europe.

La taille des échantillons est clairement indiquée et ne représente qu'une partie limitée des personnes en déplacement. L'approche de l'échantillonnage signifie que les résultats obtenus à partir de l'échantillon interrogé fournissent des informations précieuses, mais les résultats obtenus à partir de l'échantillon de l'enquête ne doivent pas être utilisés pour faire des interprétations sur la population totale. Pour de plus amples informations sur l'approche 4Mi et les détails de la méthodologie, rendez-vous sur : [www.mixedmigration.org/4mi](http://www.mixedmigration.org/4mi)